

Ils ont contribué au Grand Débat

Des habitants d'Avrainville, Cheptainville, Guibeville et donc Marolles se sont réunis à la salle des fêtes ce vendredi 15 février.

Récit d'une conversation.

Ils sont sept à avoir choisi cette table pour débattre des services publics et de l'organisation de l'Etat. Le débat n'est pas cadré, chacun s'exprime librement et apporte sa pierre à l'édifice. Une agent hospitalier de Corbeil-Essonnes remonte ses doléances sur les délais pour obtenir un rendez-vous médical. « C'est désolant de devoir attendre six mois pour voir



Des échanges simples, sur des sujets concrets du quotidien.

un cardiologue, car beaucoup de gens ne peuvent pas payer des honoraires », souffle-t-elle. Un retraité du secteur des

transports ne s'oppose pas à la sous-traitance des services publics. « Les gens voudraient tout gratuitement, mais ils ne savent pas combien coûte en réalité un ticket de métro. » Ce qui fait réagir. « C'est la définition des services publics, vous ne payez pas, reprend un quarantenaire,

manutentionnaire. Il y a des domaines à sanctuariser, pour ne pas les ouvrir à la concurrence. La logique des coûts guide-t-elles les politiques ? » Le modèle suédois est promu par un autre retraité. « On n'a pas la même mentalité en France, il ne faut pas comparer », coupe sa voisine. L'impôt sur la fortune, les difficultés des transports en Ile-de-France, le manque de personnels dans les EHPAD ou encore les problèmes engendrés par la centralisation se sont immiscés dans ce débat. Sans finalité mais avec une volonté d'échanger sur ces sujets. « On n'aura pas de solution pour tout », avait commencé l'une des participantes. « Même si on est des sans-dents, on peut avoir des idées », souffle le quarantenaire. ■ Maxime Chataigner



Environ 80 citoyens ont fait le déplacement ce vendredi.

Pour en savoir plus

Des propositions se dégagent des échanges

Après trente minutes d'échanges en petits comités, chaque table a mis en avant les problématiques et solutions recensées. Parmi ces dernières, on peut noter les désirs d'amélioration des transports en commun, de décentralisation pour une plus grande proximité et diminuer l'impact environnemental, de simplification du mille-feuille administratif, de rattachement des impôts à la nationalité, de suppression des avantages donnés aux anciens Présidents de la République, d'une plus grande transparence des élus dans leurs actions, de l'instauration du vote obligatoire ou encore de la reconnaissance du vote blanc. Certains ont également pointé le désengagement des citoyens de la vie politique.